

John Crombez : « Le fédéral a une ardoise de 9 milliards »

► Le président du SP.A sonne l'alarme alors que le gouvernement négocie son ajustement budgétaire.

► Il craint un nouveau saut d'index pour combler le trou.

ENTRETIEN

Jeune - 42 ans - président du SP.A depuis juin 2015, John Crombez coache un parti dans l'opposition à tous les échelons depuis mai 2014, au fédéral comme en Flandre. Il décoche un crochet du gauche à la suédoise en plein ajustement budgétaire...

Sous les gouvernements précédents, ailleurs en Europe aussi, les ajustements sont la règle. Celui-ci, chez nous en ce moment, a un caractère exceptionnel ?

Oui. De plus en plus, on se retrouve dans une situation sans issue, en tout cas sans issue convenable. En un an et demi, les factures ont augmenté pour la population : l'électricité, l'eau, les autobus, l'enseignement, et en Flandre c'est pire qu'en Wallonie ! En plus, la situation budgétaire et la croissance se sont détériorées. On parle de 3 milliards ? Qui sont 9 milliards en réalité. La Banque nationale a confirmé que, dans le tax shift, la fameuse « réforme fiscale » du gouvernement, 6,5 milliards ont été dépensés sans être financés. On n'a jamais vu ça. Le ministre des Finances a longtemps nié. Longtemps menti. Donc, en définitive, le fédéral a une ardoise de 9 milliards, même un peu plus.

Mais à propos du tax shift, eux parlent de politiques « pluriannuelles », donc étalées dans le temps, ce qui est normal, habituel... Jamais on n'a vu 6,5 milliards non financés ! Ajoutez les cadeaux à Electrabel, Inbev, les 500 millions manquants dans la lutte

contre la grande fraude fiscale, et la facture est là, impayée. Ils disent : on verra plus tard, après 2019. En fait, ils veulent réaliser des économies dans la sécurité sociale, leur but.

Ils veulent arriver à cela ?

Délibérément ?

*C'était le message de *Nouvel An de Bart De Wever* : viser le système de sécurité sociale. Vous savez, je suis convaincu qu'ils préparent une nouvelle offensive. Je crains un nouveau saut d'index. Comment peuvent-ils combler le trou budgétaire sans cela ? Un saut d'index, c'est 2,5 milliards d'un coup. Ajoutez le poids de l'inflation, qu'ils ont créée eux-mêmes parce qu'ils ont augmenté la TVA, les accises, etc. On a beaucoup plus d'inflation que les pays autour de nous. Et rien qu'en Sécurité, l'inflation coûte 300 millions... Non, c'est intenable. Ils préparent quelque chose, pourquoi pas un saut d'index, ce qui serait horrible. Les petites mesures ne suffiront pas pour combler le trou.*

Le CD&V peut-il avoir gain de cause et décrocher des mesures visant le capital ?

Mais on a vécu ça en 2015, le CD&V disait ça déjà, pendant des mois et des mois, pour quel résultat ? Rien. Ici encore, ils n'auront rien. Leur majorité, ce n'est pas un club d'amis où on s'arrange à la fin.

On voit mal le CD&V ou le MR accepter un nouveau saut d'index.

Que peuvent-ils faire d'autre ? Il leur faudra une grande mesure. Ou continuer à mentir. C'est possible. Non, ils appliquent une politique de droite, on

connaît ça, les années 80, tout est logique. Peut-être même y a-t-il, en plus, une incapacité, une incompétence de leur part, ce qui aggrave la situation. On voit de plus en plus de gens qui n'arrivent plus à boucler leurs fins de mois. C'est aussi simple que ça. Il y a de l'argent pour les fraudeurs et les très riches, le poids de la crise pèse sur les gens en bas.

Reste que le gouvernement Di Rupo, avec le SP.A, a réalisé 22 milliards d'assainissement. C'est la réalité

budgetaire de tout temps...

Mais les performances sont incomparables. Fin 2011, le gouvernement Di Rupo avait commencé dans une situation désastreuse, avec un gros handicap budgétaire, de 6 %, avec des taux d'intérêt très élevés, et on a réduit le déficit de façon structurelle, en évitant tant qu'on pouvait de toucher la population - on avait diminué la TVA sur l'électricité -, en luttant efficacement contre la grande fraude fiscale et sociale... On avait mis en œuvre des politiques mesurées, pour que les épaules les plus larges prennent les coups les plus forts. On était en tête dans la zone euro en termes de croissance économique. Aujourd'hui, on a reculé, on est devant la Finlande et la Grèce.

Au fait, y a-t-il un « problème Van Overtveldt » ?

Il y a un surtout un « problème gouvernement » et un « problème Premier ministre ». Charles Michel fait des conclaves puis une grande présentation aux médias en disant que tout va bien, avec des tableaux et des chiffres sans fondement.

Que feriez-vous si vous héritiez de la situation, là maintenant ?

Un : rétablir la lutte contre les grands fraudeurs, relancer les enquêtes. En 2015, les recettes de l'ISI, l'Inspection spéciale des impôts, ont diminué de 500 millions. J'ai travaillé dans ce domaine, des enquêteurs me le disent. Deux : revenir sur les avantages accordés aux grandes sociétés, Electrabel et Inbev en tête. On peut combiner cela avec la baisse de la TVA sur l'électricité : revenir à 6 %. C'est un produit de base. C'est du souffle pour les budgets des familles, des isolés, comme des petites entreprises.

Et le tax shift, vous arrêtez tout ?

Augmenter les revenus nets, je suis pour, à condition qu'il y ait un financement. Une seule solution pour cela : taxer les plus-values et les fortunes. Pour un vrai tax shift : financer le soutien aux revenus des travailleurs et des allocataires par un prélèvement sur les plus riches. Il n'y a pas d'autre solution juste.

Vous décrivez une situation quasi catastrophique. N'est-ce pas étonnant, si l'on vous suit, de voir des grandes familles comme le CD&V ou le MR choisir l'aventure ?

Ils ont choisi de faire un gouvernement de droite comme on n'en avait plus vu en Belgique depuis très longtemps. Rien d'étonnant donc, c'est une politique de droite à l'ancienne : les gens paient, les grandes sociétés en profitent. En définitive, Michel exécute le plan de De Wever. La N-VA est à l'aise. Sur l'essentiel, c'est elle qui fixe le cap. Bien sûr, il y a des gens très fâchés au CD&V, mais les ministres CD&V ne disent rien, donc tout continue. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

« Ils préparent quelque chose. Les petites mesures ne suffiront pas pour combler le trou budgétaire »

jeunes « Je leur dis : changez la politique, faites de la politique ! »

Au siège du SPA jeudi, Claire nous accompagne, une jeune stagiaire de 17 ans, avec laquelle nous réalisons l'interview de John Crombez. Auquel elle demande...

Vous croyez que les jeunes s'intéressent encore à la politique ? Et pourquoi si c'est le cas ?

Pour réparer les injustices. C'est la première motivation, je crois. En 2015, on a eu de nouveaux adhérents au SPA, et quand on leur demande pourquoi ils ont décidé de s'engager, c'est ça qui s'impose. Quand on voit ce qu'on a fait à la

Grèce ! Réparer les injustices, lutter contre les inégalités, voilà les motivations de la jeunesse qui veut changer les choses.

Mais les jeunes peuvent-ils croire encore que l'on peut « changer les choses » par la politique ? Quand moi j'étais jeune,

très jeune, on disait qu'on allait... changer la politique si nécessaire. Et je dis que les jeunes doivent changer la politique car c'est nécessaire. Ce qui se passe avec Syriza, Podemos, Bernie Sanders, Jeremy Corbyn, c'est bien, c'est la politique qui s'organise en faveur des gens et qui est

proche des gens. Ada Colau, bourgmestre de Barcelone, elle n'était pas dans la politique, elle militait dans un mouvement qui soutenait les gens pourchassés par les banques après la crise financière de 2008. Toutes ces choses donnent un peu d'espoir. Le futur sera meilleur. Pour ça, il faut s'organiser contre le capital et contre les lobbies. Les partis doivent penser à ça, le mien aussi, sinon, si on ne s'adapte pas, je ne pense pas que nous aurons un grand futur. Aux jeunes, je dis : changez la politique, faites de la politique ! Nous sommes en train de modifier les statuts du parti, sur les cumuls, sur la composition des listes électorales, pour que des gens puissent s'engager plus facilement, pour un « renouvellement ». Il faut donner

leur chance à ceux qui font vraiment la politique du cœur, pour de nouvelles idées, il faut oser. Notre plus jeune élu, une élue en fait, avait 26 ans en 2014, elle occupait la quatrième place sur la liste, on avait trois sièges, elle en a fait gagner un, le seul que nous ayons conquis aux élections... ■

Propos recueillis par D.CI

« Ce qui se passe avec Syriza, Podemos, Bernie Sanders, Jeremy Corbyn, c'est bien, positif »

ANALYSE

Sérieux

Se posant en socialiste « radicalement de gauche », partisan de Syriza, Podemos, Jeremy Corbyn et Bernie Sanders, le jeune (42 ans) président du SPA n'est pas un démagogue encore moins un aventurier : il fut secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale de décembre 2011 à septembre 2014 dans le gouvernement Di Rupo. Il a des planches et de l'expérience. Il a abattu ces

années-là un boulot qui reste une référence - certains milieux d'affaires pas nets s'en souviennent : plus jamais lui ! Donc ? Donc, ce que John Crombez explique aujourd'hui n'est pas à prendre à la légère...

Quand il sonne l'alarme sur l'ampleur du trou budgétaire et sur la part du tax shift qui n'est pas couverte financièrement. Quand il « craint » que le gouvernement fédéral s'apprête à prendre une « mesure forte », peut-être un saut d'index, pour combler les déficits. Quand il doute de « la compé-

tence » de ceux qui nous gouvernent.

Quand il dit tout cela, il faut y voir une solide attaque de la part du président impatient d'un parti en quête désespérément d'un nouveau souffle, mais y voir aussi une solide attaque de la part du président sérieux d'un parti pragmatique historiquement, et qui a pris ses responsabilités (comme on dit) au pouvoir de longues années.

Donc ? Donc on a raison de s'interroger avec John Crombez sur les façons de la suédoise.